

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

A. DE FOVILLE

Les révélations du census de 1890 aux États-Unis

Journal de la société statistique de Paris, tome 36 (1895), p. 92-95

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1895__36__92_0

© Société de statistique de Paris, 1895, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III.

LES RÉVÉLATIONS DU CENSUS DE 1890 AUX ÉTATS-UNIS.

Il en est des grands recensements périodiques des États-Unis comme de nos Expositions universelles. Les uns et les autres tirent leur nom d'un millésime unique : *census* de 1890, exposition de 1889 ou de 1900 ; mais de telles opérations ne sauraient être l'affaire de quelques mois. Il faut des années pour les préparer ; il faut des années pour les liquider ; et elles laissent derrière elles de si grosses montagnes de papier imprimé que les plus courageux osent à peine en tenter l'exploration. Chacun prend le volume qui l'intéresse spécialement et, quant à dégager la philosophie générale de l'œuvre, ceux-là seuls peuvent s'y employer utilement qui, ayant été à la tête de l'entreprise, n'ont rien ignoré de ce qui la concerne. C'est ce qu'a bien compris M^{me} Woodhull Martin quand elle a demandé à l'éminent surintendant du onzième *census* d'en résumer lui-même les conclusions générales. M. Robert Porter eût peut-être décliné l'invitation venant de tout autre ; mais la galanterie dont les Américains sont coutumiers ne lui permettait pas d'hésiter, et ses confidences se trouvent aujourd'hui reproduites tout au long dans l'*Humanitarian*. Il ne nous est pas interdit d'en faire notre profit.

M. Porter commence par exhaler quelques doléances. Il paraît que les journaux, dans le Nouveau-Monde ne sont pas toujours aimables pour les fonctionnaires en général et pour le surintendant du *census* en particulier. On le rend personnellement responsable de tous les mécomptes auxquels peuvent donner lieu les chiffres qu'il a été chargé de recueillir et de publier. Les Américains, sur la foi d'une progression géométrique que les dénombrements antérieurs avaient mieux respectée, comptait que le *census* de 1890 attribuerait à l'Union 64 millions d'âmes : on n'en a trouvé que 63 à peine et, de tous côtés, le pauvre surintendant se voit réclamer le 64^e million, comme s'il l'avait mis dans sa poche. A plus forte raison le maudit-on dans les États qui comptaient sur lui pour voir augmenter, dans telle ou telle proportion, le nombre de leurs députés. L'accusé se défend de son mieux : il établit, pièces en main, qu'il existe pour les enfants au-dessous de dix ans un déficit de 1 600 000 unités et il jure que ce n'est pas sa faute.

Le fait en lui-même ne laisse pas que d'être caractéristique. En 1880, les enfants de moins de dix ans représentaient presque 27 p. 100 de la population totale ; en 1890, la proportion tombe à 24 1/4. Évidemment la natalité baisse, là-bas comme ici. Cent familles américaines en 1880 formaient un effectif de 555 personnes ; et dix ans plus tard on n'en trouve plus que 493.

En même temps que la natalité, l'immigration se ralentit. Il semble même que le courant se soit renversé et les grilles de Castle-Green, pour parler comme M. Porter, s'ouvrent maintenant de dedans en dehors.

Si ce double phénomène persiste, il est clair qu'en 1900 la courbe des populations réelles s'écartera plus encore qu'en 1890 de la parabole idéale que traçaient d'avance, à travers l'avenir, les optimistes d'outre-mer.

Une des causes de cette multiplication moins rapide est l'attraction croissante qu'exercent, aux dépens des campagnes, les agglomérations urbaines.

En 1840, sur 1 000 habitants, on n'en trouvait que 85 dans les villes. Aujourd'hui, même en ne classant comme villes que les centres d'au moins 8 000 âmes, on compte 300 citadins contre 700 ruraux. Il y a donc, proportionnellement, décroissance de l'élément agricole et, comme contre-partie, progression de l'élément industriel. A vrai dire, bien des industries urbaines se rattachent directement ou indirectement à l'exploitation du sol. Ce n'en est pas moins une évolution d'une grande importance que celle qui change les conditions d'existence de tant de familles. Dans les pays neufs, l'effectif moyen des familles commence par être faible ; à mesure que la colonisation se développe, il augmente peu à peu et l'effectif maximum apparaît au moment où la population tend à devenir urbaine, de rurale qu'elle était d'abord, ensuite la moyenne redescend, cela s'explique. Si la vie est plus agréable dans les centres que dans les campagnes, l'hygiène y laisse plus à désirer, et la santé publique s'y trouve exposée à des risques dont les effets seraient encore plus visibles sans ces déserteurs de la vie agricole qui viennent constamment infuser un sang pur aux grandes agglomérations.

Au point de vue du logement, l'Amérique n'est comparable ni à l'Angleterre, ni aux États de l'Europe continentale. Les grandes maisons à compartiments multiples sont presque inconnues dans le Royaume-Uni. A New-York, au contraire, il n'y a qu'un sixième de la population qui vive dans des maisons séparées, contenant au plus 10 personnes. Les autres s'entassent dans des espèces de casernes. Celles des quartiers pauvres ont longtemps été dénoncées comme constituant de déplorables habitations. Les administrations municipales ont cherché à remédier à cette situation fâcheuse et d'autres efforts y ont également contribué ; cependant il est incontestable qu'il reste beaucoup à faire. Dans toutes les villes où les mêmes inconvénients existent, l'effectif moyen des familles décline incessamment. Il est remarquable que la ville de Philadelphie, qui se flatte d'être après Chicago celle dont le territoire est le plus vaste et où les habitations collectives sont le moins usitées, a presque complètement échappé à cette loi fatale.

En tout cas, d'une manière générale, le nombre des habitations a plus augmenté que le nombre des habitants, ce qui est bon signe.

Même dans les campagnes, les conditions de la vie et de la culture tendent à se transformer. Les esprits absolus n'ont pas attendu jusqu'à l'heure actuelle pour dénoncer la disparition du propriétaire exploitant et l'avènement du fermage, entraînant l'absentéisme des maîtres du sol, comme en Angleterre. A ce point de vue, on attendait avec une légitime impatience les constatations du *census* de 1890. Là où la terre n'est plus cultivée par le propriétaire, c'est d'ordinaire qu'elle a été achetée par des capitalistes ou que l'hypothèque a abouti à la saisie. Dans la région médiane de l'Ouest, les progrès du fermage tiennent moins, à ce qu'il semble, de l'insolvabilité des emprunteurs que de l'émigration des ruraux vers les villes. Les fermiers se recrutent parmi les gens qui, n'étant pas assez riches pour devenir propriétaires, peuvent cependant prétendre à une situation supérieure à celle des simples journaliers.

On se tromperait si l'on croyait que l'abandon des campagnes est exclusivement imputable aux jeunes générations, avides de changement. Les cultivateurs qui ont gagné de l'argent vont volontiers à la ville où l'éducation des enfants est plus facile qu'ailleurs. D'autre part, ceux qui étaient à la tête d'une vaste exploitation trouvent que l'administration en devient bien lourde quand leurs enfants, devenus grands,

ont quitté le toit paternel. De là une certaine réaction contre les très grandes fermes. Leurs propriétaires les quittent ou n'en gardent qu'un morceau et louent le surplus. Souvent aussi, dans l'Ouest, un cultivateur se laisse attirer par les terres nouvelles qui l'appellent de plus en plus loin : il ne veut pas toutefois se séparer de son domaine primitif et il y met à sa place un fermier. Voilà peut-être de quoi expliquer un certain développement du fermage dans les États occidentaux eux-mêmes.

Dans le Sud, le fermier nègre est le produit naturel de la crise qui, après la guerre de Sécession, a amené la rupture de l'ancien équilibre social ; et le fermage marche du même pas que la mise en valeur des terres : en dix ans, le Sud a vu la culture conquérir ainsi plus de 21 millions d'acres.

La crise agricole coïncidant avec les progrès du fermage, on a souvent supposé qu'il y avait là un rapport de cause à effet ; mais il semble que ce soit une induction téméraire. Quand un domaine obéré vient à succomber sous le poids de ses engagements, le créancier hypothécaire, agriculteur lui-même ou capitaliste, estime généralement qu'il y a plus d'avantage à chercher un acquéreur qu'un locataire. L'Amérique du Nord ne connaît guère ce genre d'ambition qui, ailleurs, fait qu'on veut toujours s'arrondir pour arriver au rang de grand propriétaire foncier. C'est plutôt dans les villes que le *landlordism* tendrait à sévir.

Si l'on considère l'ensemble des États-Unis, on peut dire que les deux tiers des domaines ruraux sont occupés par le propriétaire, tandis que pour les habitations qui n'ont pas un caractère agricole, le propriétaire n'occupe que trois fois sur huit. Notons aussi que bien souvent le passif hypothécaire dont la terre est grevée résulte d'un calcul et non d'une nécessité. Ce n'est pas parce qu'il avait perdu de l'argent que le débiteur a emprunté : plus des trois cinquièmes des emprunts s'expliquent par le désir d'acheter un bien, ou de l'agrandir, ou d'y bâtir, ou de se procurer le bétail et l'outillage voulus. La terre trouve ainsi plus d'amateurs et on peut dire que le crédit hypothécaire a servi à entraver le développement de la très grande propriété. D'ailleurs, et c'est là une observation importante, la valeur du sol cultivé a progressé plus vite que ses charges. L'acre, en moyenne, valait 21 doll. 31 en 1890, contre 19 doll. 02 en 1880 : c'est une plus-value de 2 doll. 29 par acre.

En résumé, déclin rapide de la natalité, et ralentissement notable de l'expansion de la race nègre ; émigration des campagnes vers les villes ; et développement du fermage à mesure que la culture s'étend vers l'Ouest : tels semblent être, au point de vue démographique et social, les plus frappantes révélations du 11^e *census*.

Mais cette immense enquête, qui n'a pas coûté moins de 50 millions de francs, a porté sur bien d'autres questions. Un des problèmes qui se posent tous les dix ans est l'évaluation du capital national. La richesse totale des États-Unis en capitaux fixes, terres, bétail, matériel agricole, mines, chemins de fer, télégraphes, marine, canaux, etc..., ressort pour 1890 à 65 milliards de dollars (plus de 325 milliards de francs). Et tandis que la fortune publique grandissait ainsi, la dette publique, dette nationale et dettes locales, se trouve avoir, en dix ans, baissé d'environ un milliard de dollars (5 milliards de francs.)

Il n'y aurait qu'à se féliciter de cette augmentation de la richesse si l'on ne constatait en même temps la tendance qu'elle a à se concentrer dans un nombre de mains trop restreint. C'est là un des écueils qui doivent inspirer le plus de souci aux esprits clairvoyants.

Par contre, l'instruction se généralise : le nombre des illettrés s'est notablement

réduit de 1880 à 1890. Rien n'est plus digne d'attention que l'ardeur avec laquelle les noirs, dans le Sud, mettent à profit les facilités qui leur sont offertes pour s'instruire. A cet égard, les blancs se laissent distancer.

La valeur des biens des corporations religieuses a sextuplé depuis 1850 et le nombre des églises a triplé.

M. Porter exprime, en terminant son exposé, l'espoir que la triple influence du foyer, de l'école et de l'église, qui sont tous les trois en progrès, suffira pour conjurer les périls que l'avenir permet d'entrevoir.

A. DE FOVILLE.
